



**ARRETE TEMPORAIRE PORTANT  
ABROGATION DE L'ARRÊTE N°24-130 DU  
29/02/24 ET PORTANT REGLEMENTATION  
PROVISOIRE DU STATIONNEMENT DES  
VEHICULES  
RUE RENE ET EMILE FAGE  
(PARKING DU CONSEIL  
DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE)  
DU 17 JUIN 2024 AU 15 SEPTEMBRE 2024  
EN RAISON DE TRAVAUX**

---

Le Maire de la ville de TULLE,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,
- Vu le Code de la route et notamment l'article R. 417-10,
- Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,
- Vu la délibération n°10 du 15 février 2018 relative à la délégation accordée au Maire et aux Adjointes conformément aux articles L.2122.22 et L.2122.18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la demande en date du 10/06/2024 émise par ENERLIS demeurant 77 RUE MARCEL DASSAULT 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT représentée par Madame ANAELLE MELLET aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation du stationnement,
- Vu l'arrêté n°24-130 en date du 29/02/2024, portant réglementation de la circulation, du 01/04/2024 au 31/08/2024, sur le parking de l'Hôtel du Département Marbot, RUE RENE ET EMILE FAGE, ,
- Considérant que des travaux de réalisation d'une ombrière photovoltaïque sur le parking de l'Hôtel Marbot du département rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 17/06/2024 au 15/09/2024 RUE RENE ET EMILE FAGE,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°24-130 en date du 29/02/2024, portant réglementation de la circulation sur le parking de l'Hôtel du Département Marbot, RUE RENE ET EMILE FAGE, sur 40 m<sup>2</sup>, afin de mettre en place une base de vie (type roulotte) et de stocker des matériaux (30 m<sup>2</sup>), est abrogé.

**ARTICLE 2 :** À compter du 17 juin 2024 et jusqu'au 15 septembre 2024, le stationnement des véhicules est interdit sur le parking de l'Hôtel du Département Marbot, RUE RENE ET EMILE FAGE, sur 40 m<sup>2</sup>, afin de mettre en place une base de vie (type roulotte) et de stocker des matériaux (30 m<sup>2</sup>). Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

**ARTICLE 3 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, ENERLIS, sous contrôle du Service Sécurité Domaine Public de la ville de TULLE.

**ARTICLE 4 :** Ces dispositions seront applicables dès la signature du présent arrêté et la mise en place de la signalisation routière.

**ARTICLE 5 :** Les véhicules ne respectant pas les dispositions prévues ci-dessus seront considérés

comme gênants. Ils pourront être enlevés et mis en fourrière, aux frais de leurs propriétaires.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté est publié et affiché dans la commune de Tulle.

**ARTICLE 7 :** Copie du présent arrêté est adressé à : ENERLIS - Services Techniques Municipaux - Hôtel de police - Presse - SMUR - SAMU - CENTRE DE SECOURS TULLE - Tulle agglo Service Transport - CFTA

**ARTICLE 8 :** Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 9 :** Les piétons, conducteurs de véhicules et le demandeur sont tenus de se conformer aux prescriptions supplémentaires qui pourraient leur être données par les agents des services de police nationale et municipale (Sécurité Domaine Public).

**ARTICLE 10 :** Monsieur Le Directeur Général des Services de la ville de TULLE et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 11 :** Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Limoges par courrier postal à l'adresse suivante : 1, cours Vergniaud CS 40410, 87100 LIMOGES CEDEX. Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application Télérecours accessible par le site <https://www.telerecours.fr>. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Tulle. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant le délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

Fait à Tulle, le 10/06/2024

Pour le Maire,

Le Maire-adjoint



Michel BOUYOU